

Commission : Affaires politiques internationales

Question : La pénurie des ressources naturelles, source principale des conflits futurs ? Les conséquences d'une gestion court-termiste de notre planète

Auteur : Nigéria

Honorable présidence, chers délégués,

La délégation du Nigéria est ravie de participer à la 6<sup>e</sup> conférence du NUMAD, et souhaite de riches discussions entre les différentes délégations.

Nous sommes le premier producteur de pétrole du continent africain, et nous sommes la première puissance économique d'Afrique, mais nous connaissons la fragilité de cette ressource qui n'aura qu'un temps et nous devons préparer déjà l'avenir des générations futures.

Actuellement nous relançons notre politique d'exploitation pétrolière (l'OPEP nous a permis en novembre 2016 de ne pas contingenter notre production) mais nous sommes bien conscients que l'avenir du Nigéria ne peut plus reposer à long terme sur l'économie du pétrole.

Depuis 2004, nous faisons face à une guérilla qui déstabilise le delta du Niger opposant les insurgés aux sociétés pétrolières, région où se concentre l'essentiel de nos plateformes pétrolifères.

Malgré notre accord de paix en 2009 avec le Mouvement d'Emancipation du Delta du Niger (MEND), des groupes armés continuent les violences et fragilisent l'économie du pays. Nous avons conscience qu'il faut résoudre le problème des sabotages et des attentats qui fragilisent le pays, mais il faut surtout penser à un autre mode de production de nos énergies.

Nous allons rétablir la sécurité mais nous pensons qu'il faut, pour penser le long terme, développer économiquement la région du Delta. D'ores et déjà nous demandons fermement aux sociétés étrangères comme Exxon Mobil ou Shell de consacrer une partie de la recette au développement des infrastructures de la région.

A long terme, nous devons diversifier notre économie et songer à une transition énergétique. Nous savons bien que nos ressources d'hydrocarbures s'épuiseront à

l'horizon d'une génération. Nous nous sommes engagés, en signant l'accord de Paris, à respecter les objectifs de la COP 21. En décembre 2016, nous avons d'ailleurs décidé de promouvoir l'émission d'Obligations vertes, les « Greens bonds ». Les fonds récoltés seront principalement alloués à des projets alliant respect de l'environnement et politique publique. Notre transition énergétique visera à préparer l'après pétrole et à instaurer un modèle énergétique robuste et durable. Nous nous engagerons à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 25% entre 2017 et 2060, réduire la consommation énergétique primaire d'énergies fossiles de 20% en 2030 et développer l'usage d'énergies renouvelables afin de baisser la production de pétrole.

L'épuisement à terme des ressources pétrolières dans la région du Delta est un facteur de déstabilisation pour notre pays si nous ne préparons pas l'avenir. Les tensions qui fragilisent notre pays, aussi bien dans le Nord avec Boko Haram, que dans le Sud seront apaisées si le développement économique est partagé par tous les Nigériens.

Un de nos objectifs pour la future génération est de participer à la lutte contre le dérèglement climatique et à la préservation de l'environnement, ainsi que de renforcer notre indépendance énergétique tout en offrant à nos entreprises et nos citoyens l'accès à l'énergie à un coût compétitif.